

Tendances conjoncturelles

2^e trimestre 2016

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le climat des affaires stoppe sa chute

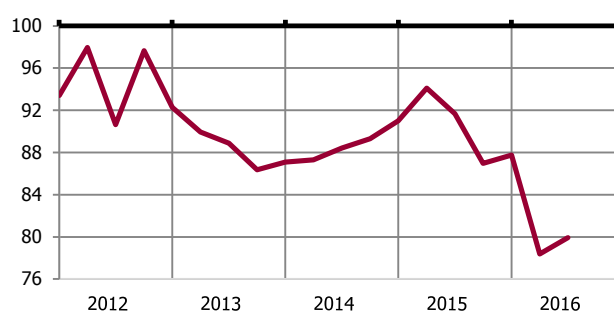
L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui résume l'opinion des entrepreneurs calédoniens sur la conjoncture locale, se redresse légèrement au deuxième trimestre 2016 (+1,5 point). Ce rebond fait suite à la très forte dégradation enregistrée au premier trimestre. À 80 points, l'indicateur traduit toujours un climat des affaires fortement dégradé.

Les anticipations des entrepreneurs sur le trimestre à venir sont un peu moins pessimistes, en particulier concernant l'évolution des prix et les prévisions d'investissement. Leur appréciation sur le trimestre écoulé est elle aussi un peu moins défavorable, ce qui contribue au timide redressement de l'indicateur.

Parallèlement, les principaux indicateurs macroéconomiques sont à nouveau légèrement mieux orientés. Ainsi, la consommation des ménages et l'investissement montrent quelques signes d'amélioration. Le déficit commercial se réduit, résultat mécanique d'une hausse plus importante des exportations par rapport à celle des importations. Toutefois, la situation économique reste fragile, et le marché de l'emploi s'en ressent : le nombre de demandeurs d'emploi continue à progresser, conséquence d'un niveau d'offre au plus bas.

En termes sectoriels, les recettes d'exportation des produits du nickel (minerai et produits métallurgiques) sont en hausse, dans un contexte de cours mondiaux légèrement mieux orientés. La production du secteur primaire progresse. La construction privée confirme son dynamisme, comme en témoignent les volumes de financement accordés, mais ne suffit pas à compenser la faiblesse de la commande publique. Enfin, les professionnels du tourisme attestent d'une activité toujours soutenue, malgré un repli ce trimestre de la fréquentation touristique.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100=moyenne de longue période)



Source : enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEOM

CONJONCTURE RÉGIONALE : L'IMPACT LIMITÉ DU BREXIT

À la fin du 2^e trimestre 2016, l'onde de choc du « Brexit » a secoué les marchés financiers occidentaux et s'est propagée vers la zone Asie Pacifique. À court terme, des mouvements de grande amplitude ont été observés. Le yen, considéré comme valeur refuge, s'est renforcé face à la plupart des devises.

Selon les données préliminaires du gouvernement, le PIB du **Japon** a stagné au deuxième trimestre, marqué par le repli des investissements des entreprises (-0,4 %) et la contribution négative du commerce extérieur. En effet, l'appréciation du yen a pesé sur les exportations japonaises (-1,5 %). En rythme annualisé, la croissance japonaise s'établit à seulement 0,2 %, mais pourrait être stimulée par le nouveau plan de relance budgétaire du gouvernement Abe, doté de 28 000 milliards de yens, soit environ 250 milliards d'euros.

La croissance économique de la **Chine** s'élève à 1,8 % au deuxième trimestre 2016, après +1,1 % au trimestre précédent. Sur un an, le PIB progresse de 6,7 %. Une politique monétaire plus accommodante et des mesures de relance budgétaire ont permis d'amorcer un atterrissage en douceur de l'économie. Cependant, l'essoufflement de l'investissement privé et la baisse des exportations (-3,8 % en glissement annuel) restent des facteurs de risque d'un ralentissement plus prononcé. La croissance économique chinoise devrait s'établir 6,6 % en 2016 selon le FMI.

En **Australie**, l'activité économique s'est accélérée au premier trimestre 2016 (+1,1 %, après +0,7 %), portée par les exportations (+4,4 %) et une demande intérieure dynamique. Dans un contexte de faible inflation (+0,4 %, après -0,2 % au premier trimestre), la Banque Centrale australienne (RBA) a abaissé en août son principal taux directeur à 1,5 % (-0,25 point).

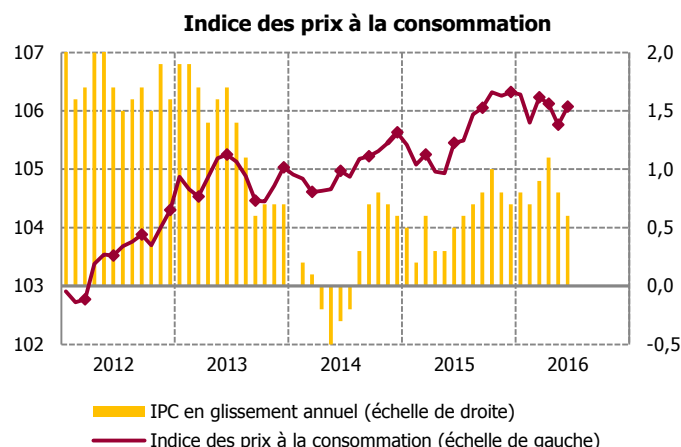
En **Nouvelle-Zélande**, le PIB a crû de 0,7 % au premier trimestre 2016, soutenu par la construction et le tourisme. La consommation des ménages a été stimulée par l'immigration, tandis que l'investissement des entreprises est encouragé par une politique monétaire toujours accommodante. Le marché du travail demeure favorable, avec un taux de chômage stable (5,1 % au deuxième trimestre 2016) et l'évolution des prix à la consommation reste contenue (+0,4 %). En août, la Banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a abaissé son principal taux directeur à 2 % (-0,25 point).

Sources : FMI

Stabilité des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation (IPC) reste stable au deuxième trimestre 2016 (-0,2 % par rapport au trimestre précédent). Entre mars et juin 2016, les prix des services et des produits manufacturés enregistrent une hausse modérée (respectivement +0,4 % et +0,2 %), largement compensée par le recul des autres composantes principales de l'IPC : -0,6 % pour les prix des produits alimentaires et, surtout, -2,6 % pour le prix de l'énergie.

En glissement annuel, la variation de l'IPC reste contenue, à +0,6 % (0,0 % hors tabac). Elle résulte principalement de la hausse légale des prix du tabac intervenue fin 2015, celles des prix des produits alimentaires (+1,7 %), des produits manufacturés (+0,4 %) et des services (+0,3 %) étant là encore entièrement compensée par la baisse significative des prix de l'énergie (-6,4 %).



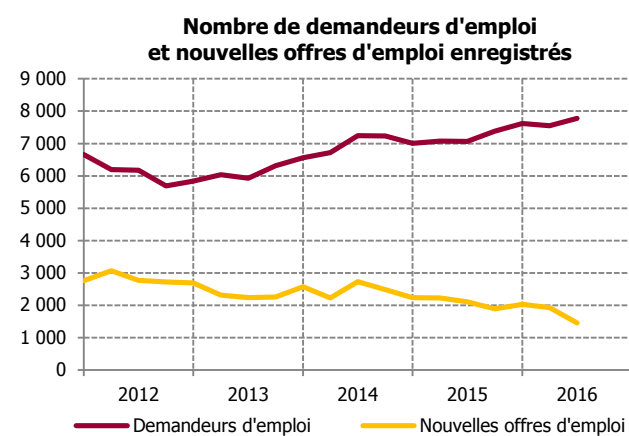
Source : ISEE

Poursuite des tensions sur le marché du travail

Au deuxième trimestre 2016, les indicateurs de l'emploi attestent toujours d'une mauvaise tenue du marché du travail. L'emploi salarié enregistre un léger rebond au deuxième trimestre (+0,3 % CVS, après -0,1 % au trimestre précédent), mais l'évolution sur un an reste négative (-0,1 %), signe de destructions nettes d'emplois.

L'offre et la demande d'emploi continuent à suivre des trajectoires opposées. Le nombre de demandeurs d'emploi progresse ainsi de 3,0 % (CVS), tandis que les nouvelles offres d'emploi, qui ne retracent cependant qu'une partie de l'offre, reculent de 24,4 % (CVS). En glissement annuel, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi atteint +10,1 %, alors que le nombre de nouvelles offres se replie de 31,0 %.

Le nombre de chômeurs indemnisés se stabilise ce trimestre (+0,4 % CVS, après +11,3 % au trimestre précédent), mais reste historiquement élevé.



Sources : IDC-NC, désaisonnalisée par l'IEOM

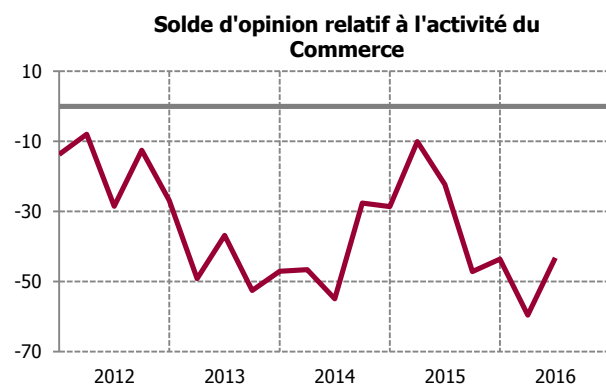
Meilleure orientation de la consommation des ménages

Bien qu'ils reflètent toujours l'attentisme des consommateurs calédoniens, les indicateurs relatifs à la consommation des ménages sont globalement mieux orientés qu'au trimestre précédent.

Ainsi, les importations (CVS) de biens d'équipement du foyer progressent de 11,6 % au deuxième trimestre, celles d'articles d'habillement et chaussures gagnent 4,6 % et celles de produits alimentaires, boissons et tabacs 1,0 %. Les immatriculations de voitures particulières neuves se redressent légèrement (+3,2 % CVS), après deux trimestres de baisses significatives (-5,8 % au premier trimestre 2016, après -6,5 % au trimestre précédent).

Malgré cette légère embellie, les commerçants interrogés par l'IEOM sont toujours pessimistes. Leur opinion concernant le niveau d'activité du secteur se redresse ce trimestre, mais reste très éloignée de sa moyenne de longue période.

Témoignant lui aussi de l'attentisme des consommateurs, l'encours des crédits à la consommation des ménages stagne (+0,1 % en glissement annuel, à fin juin 2016).



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM, CVS

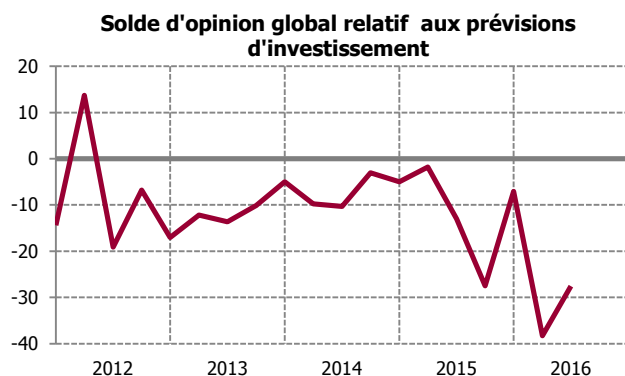
Incertitudes sur l'investissement

Les intentions d'investir à un an des chefs d'entreprise se redressent, après avoir atteint leur plus bas niveau historique au trimestre précédent. Elles s'établissent cependant toujours nettement en deçà de leur moyenne de longue période. Les fortes fluctuations observées pour cet indicateur révèlent le fort attentisme des entrepreneurs dans un climat qu'ils jugent incertain.

Les indicateurs économiques confirment cette fragilité. Les importations de biens d'équipement professionnel continuent à se replier (-5,6 % CVS, après -9,5 % au premier trimestre 2016). Les immatriculations de véhicules utilitaires restent faibles. Elles connaissent certes une hausse significative (+22,4 % CVS), mais ce rebond fait suite à une baisse de 34,0 % au premier trimestre.

Dans ce contexte, l'encours bancaire des crédits à l'investissement des entreprises reste quasiment stable (-0,2 % au premier trimestre 2016, et 0,0 % en glissement annuel). Le financement à l'habitat des entreprises (qui comprend les crédits octroyés à des SCI immobilières) est en revanche toujours bien orienté (+7,5 % en glissement annuel).

L'investissement des ménages reste lui aussi soutenu, comme le souligne l'augmentation de 8,0 % sur un an de l'encours des crédits à l'habitat des ménages.



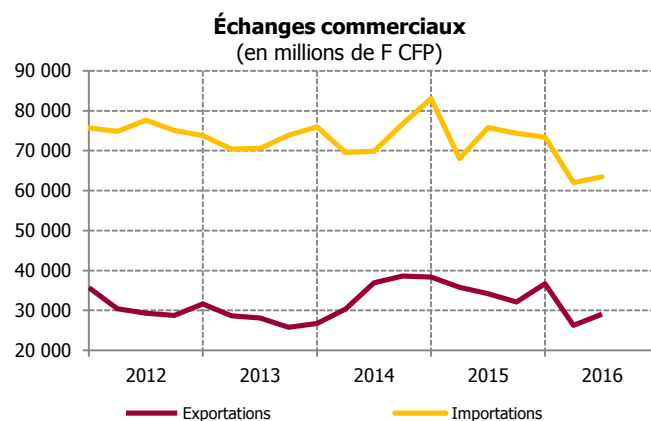
Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM, CVS

Réduction du déficit commercial

Les importations se redressent légèrement au deuxième trimestre 2016 (+2,3 %), après s'être fortement contractées au trimestre précédent (-15,5 %). Cette progression est principalement portée par la hausse des importations de machines, appareils et matériel électrique, de produits alimentaires et de produits textiles.

Parallèlement, une nette progression des exportations (+10,9 %) fait suite au fort repli observé au premier trimestre (-28,4 %). La hausse des expéditions de minerai (+10,2 %), récurrente en cette période de l'année, s'ajoute à celle des produits métallurgiques de nickel (+14,9 %).

Au total, le déficit de la balance commerciale se réduit (-4,0 %), la hausse des exportations étant plus importante en montant que celle des importations. Le taux de couverture quant à lui regagne 3,6 points, s'établissant à 45,9 %.

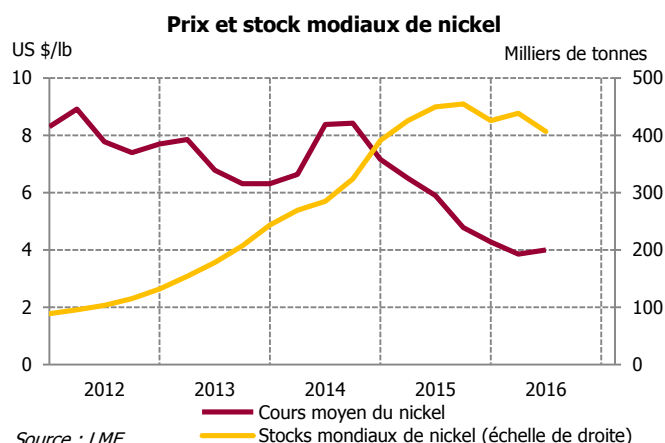


Source : Service des Douanes, ISEE

LE BILAN SECTORIEL MONTRE DES SIGNES D'AMÉLIORATION

La tendance à la hausse des stocks mondiaux de **nickel**, historiquement élevés, semble enfin s'inverser (-7,2 % sur trois mois, et -9,6 % sur un an). Parallèlement, le décrochage des cours observés au LME (marché des métaux de Londres) s'interrompt : à 4,0 \$/lb en moyenne au deuxième trimestre, après un point bas à 3,85 \$/lb au premier trimestre, le cours regagne ainsi 3,8 %. Selon les professionnels de la mine et de la métallurgie, cette remontée des prix devrait se prolonger au troisième trimestre, mais ne suffira pas à renflouer une trésorerie dégradée. Leurs perspectives en matière d'embauches ou d'investissement restent moroses.

La production minière progresse de 3,1 % sur un an en volume, l'extraction de saprolites (+8,4 %) ayant permis de compenser la baisse de celle des latérites (-8,6 %). Comme chaque année à pareille époque, les exportations de minerai progressent ce trimestre, en volume (+17,6 %) comme en valeur (+10,2 %). La valeur moyenne apparente de la tonne humide de minerai est passée sous le seuil de 3 000 \$/th. En glissement annuel, les exportations de minerai sont en baisse de 6,1 % en volume, et de 47,7 % en valeur.



Source : LME

Au deuxième trimestre 2016, la production métallurgique de nickel diminue de 6,6 %. Cette baisse, la première observée depuis mi-2015, s'explique essentiellement par l'arrêt de la production de matte par la SLN, suite à la fermeture de la ligne de production dédiée. La production de produits chimiques du nickel par l'usine du Sud (NiO et NHC) baisse de 6,8 %, alors que celle de ferronickels progresse de 8,0 %. Hors mattes, les produits du nickel connaissent une hausse à l'export (+24,4 % en volume, +14,9 % en valeur), après un fort repli le trimestre précédent.

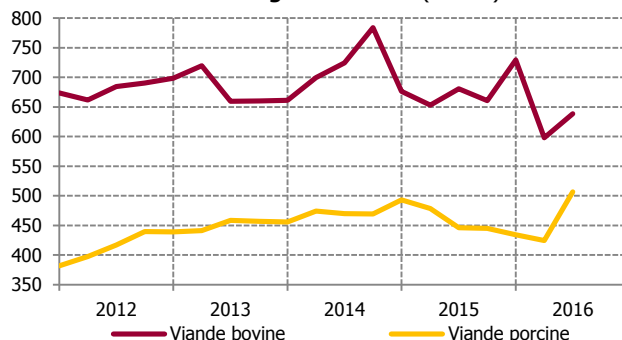
Le secteur primaire est mieux orienté au deuxième trimestre. La production de viande locale connaît une hausse significative (+6,8 % CVS pour les abattages bovins; et +19,3 % pour les abattages porcins). Cette amélioration reflète un retour progressif à des niveaux de production plus habituels, après deux années durant lesquelles les cheptels ont été fragilisés par des conditions climatiques défavorables et des problèmes de reproduction. Concernant la pêche, le volume débarqué par les palangriers recule (-6,0 %, CVS), sans pour autant limiter les expéditions, qui progressent de 10,1 % (CVS). Les exportations de crevettes progressent elles aussi, bien que plus légèrement (+3,5 %, CVS).

Les professionnels du **bâtiment et des travaux publics** sont de plus en plus nombreux à signaler une baisse de leur activité, des effectifs et des prix, ainsi qu'une dégradation des délais de paiement et de la trésorerie. Ils témoignent ainsi de la faiblesse d'un niveau toujours restreint des appels d'offre, notamment en matière de travaux publics. Seul le segment de la construction privée semble résister, comme en témoigne le niveau soutenu du financement de l'habitat. La production de crédits à l'habitat est très élevée au deuxième trimestre, qu'il s'agisse de crédits destinés aux ménages (80 % des crédits à l'habitat) ou de ceux destinés aux entreprises, qui comprennent les crédits aux SCI.

Pour le trimestre à venir, les professionnels du bâtiment se disent globalement moins pessimistes, notamment sur leur volume d'activité, le niveau des charges et les effectifs. Dans ce contexte, ils sont aussi un peu plus nombreux à manifester l'intention d'investir au cours des douze mois à venir.

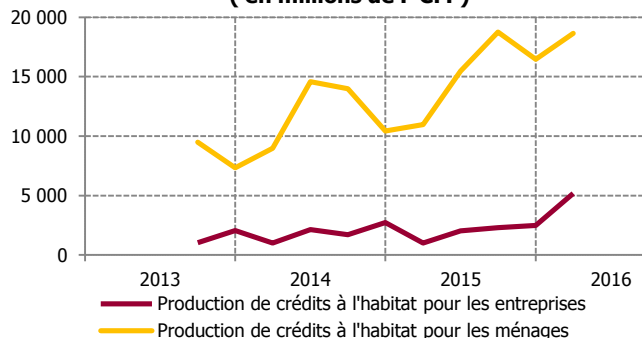
Au deuxième trimestre, **la fréquentation touristique** est en baisse (-3,8 % CVS), les principaux marchés émetteurs étant concernés. Le repli est marqué pour la clientèle australienne, japonaise, et néo-zélandaise (respectivement -13,8 %, -9,4 % et -6,7 % CVS, après de fortes augmentations au premier trimestre), et plus mesuré pour la clientèle métropolitaine (-0,9 % CVS). La fréquentation des croisiéristes continue en revanche à progresser (+1,4 % CVS). Dans ce contexte moins favorable, les professionnels du tourisme témoignent d'une évolution toujours positive de leur activité.

Abattages de viande (tonnes)



Sources : OCEF, désaisonnalisée par l'IEOM

Production de crédit à l'habitat (en millions de F CFP)



Source : IEOM, Surfi

INCERTITUDES SUITE AU RESULTAT DU REFERENDUM AU ROYAUME-UNI

À la suite du vote du Royaume-Uni en faveur d'un retrait de l'Union européenne, les prévisions de croissance mondiale ont été légèrement revues à la baisse (-0,1 point) pour 2016 et 2017 par le FMI, pour se situer respectivement à 3,1 % et 3,4 %. Les perspectives sont plus défavorables pour les pays avancés tandis qu'elles demeurent globalement inchangées pour les pays émergents et en développement. Le « Brexit », qui a pris de court les marchés financiers, est selon le FMI de nature à accroître l'incertitude économique, politique et institutionnelle et devrait peser sur les économies des pays européens avancés, dans des proportions toutefois difficiles à quantifier.

Aux États-Unis, la croissance au premier trimestre 2016 a été moins vigoureuse qu'attendu, conduisant à l'atténuation des prévisions de croissance pour 2016 de 0,2 point de pourcentage. La croissance devrait rebondir au deuxième trimestre, soutenue par la baisse des taux longs et une normalisation de la politique monétaire. Le FMI table sur une croissance moyenne de 2,2 % en 2016.

Dans la zone euro, le taux de croissance a été supérieur aux prévisions au premier semestre, porté par une solide demande intérieure et un léger rebond de l'investissement. Malgré le « Brexit », les prévisions de croissance ont été revues à la hausse (+0,1 point à 1,6 %).

Selon les chiffres publiés par l'INSEE le 29 juillet, l'activité en France a marqué le pas au deuxième trimestre 2016, après +0,7 % au premier trimestre. La consommation des ménages a perdu de sa vigueur, tandis que l'investissement s'est replié après trois trimestres de nette hausse. Le commerce extérieur a en revanche été un facteur de soutien de l'activité. Le FMI maintient sa prévision de croissance pour la France en 2016 à +1,6 %.

Au Japon, l'activité a été légèrement meilleure que prévu malgré une demande intérieure toujours faible et une inflation en recul. Cependant, les prévisions de croissance ont également été revues à la baisse de 0,2 point pour s'établir à 0,3 % en 2016. Les perspectives à court terme se sont améliorées en Chine, en raison de récentes mesures de soutien à la croissance (réduction des taux prêteurs, politique budgétaire expansionniste, augmentation des dépenses d'infrastructures). Le FMI prévoit une croissance du PIB de 6,6 % en 2016.

Tout en présentant des perspectives différenciées, les pays émergents et en développement devraient globalement enregistrer une croissance stable en 2016 (+4,1 % après +4,0 % en 2015). Au Brésil et en Russie, la récession devrait être moins forte, sous l'effet d'un retour de la confiance des acteurs économiques et d'une remontée des cours du pétrole.

Sources : FMI, INSEE – données arrêtées à la date du 29 juillet 2016

Les annexes statistiques sont disponibles en téléchargement sur le site www.ieom.fr, dans la page Publications.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : Hervé GONSARD – Responsable de la rédaction : Jean-David NAUDET – Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : septembre 2016 – Dépôt légal : septembre 2016 – ISSN 1968-6277